

Perspectives

N°26/144 – 1^{er} septembre 2026

PHILIPPINES – Résister dans la tempête

- Le 24 mars 2026, le président philippin Ferdinand Marcos déclarait l'état d'urgence énergétique en raison des risques pesant sur l'approvisionnement en carburant et la stabilité énergétique du pays, en réaction à la hausse rapide des prix du pétrole causée par le blocage du détroit d'Ormuz.
- Les Philippines sont en effet l'un des pays les plus dépendants aux importations de pétrole en Asie et ont connu une inflation énergétique très élevée dès le déclenchement du conflit. Son impact a été brutal : accélération de l'inflation totale, explosion du coût du carburant, tensions sur l'approvisionnement en engrais... Il a également révélé l'extrême vulnérabilité du pays aux chocs conjoncturels, six ans après le déclenchement de la crise du Covid qui avait déjà profondément endommagé l'économie philippine. Le gouvernement a de nouveau démontré sa difficulté à gérer une crise dans un contexte budgétaire sous tension.
- Le choc arrive également à un moment de crise politique au sommet de l'État : la procédure de destitution de la vice-présidente et probable candidate aux prochaines élections présidentielles, Sara Duterte. Fille de l'ancien président, sa mésentente avec le clan Marcos souligne l'emprise des grandes dynasties familiales sur la vie politique nationale et sur l'instabilité politique du pays. Cette instabilité empêche aussi le pays de développer une posture internationale cohérente et régulière, et modifie son approche des relations internationales au fil des alternances.
- La crise a servi de révélateur vis-à-vis des faiblesses structurelles du pays : faible productivité du secteur agricole, mauvaise compétitivité dans un environnement régional extrêmement concurrentiel,

dépendance aux importations de biens essentiels... Le blocage d'Ormuz exacerbe chacune de ces vulnérabilités.

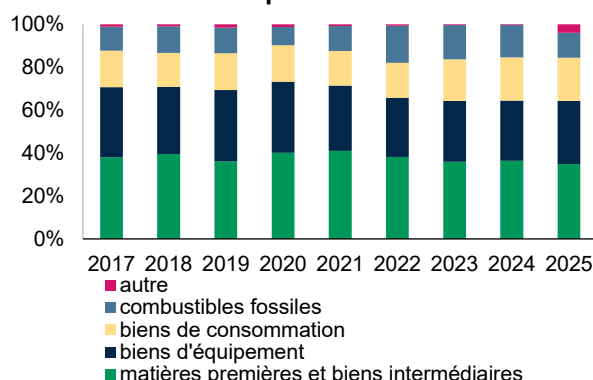
Le choc d'Ormuz : une dépendance aux importations révélée

Le blocage du détroit d'Ormuz vient appuyer sur **les dépendances des Philippines à certaines importations** : énergie, engrais et intrants nécessaires à certaines chaînes de valeur. **Il révèle les faiblesses d'un secteur agricole trop peu productif et d'un secteur industriel insuffisamment développé.**

Le choc Ormuz constitue une importante disruption des chaînes de valeur dans lesquelles le pays s'insère. **En amont de celles-ci, figurent bien sûr le pétrole et le gaz** (13% des importations philippines totales en 2025), **mais aussi certains de leurs dérivés comme le polyéthylène et d'autres matières premières peu transformées, comme l'aluminium.** Ces deux matériaux sont notamment utilisés en grande quantité dans l'industrie, mais également dans la production de sacs en plastique, activité dans laquelle la région d'Asie du Sud-Est est leader mondial, mais dont les faibles marges sont immédiatement et directement affectées par une hausse du prix des intrants.

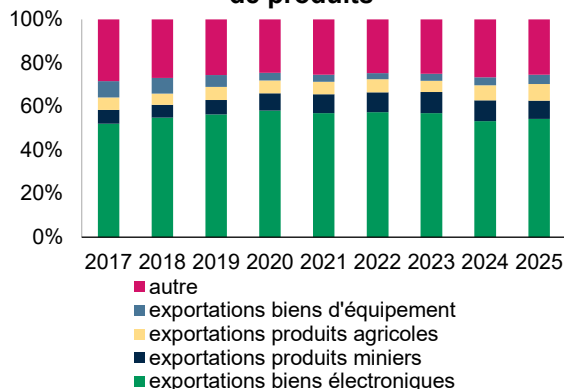
En raison de ses **capacités industrielles limitées**, qui se résument essentiellement à de l'assemblage de produits électroniques à faible valeur ajoutée, **les Philippines demeurent dépendantes de l'extérieur pour un grand nombre de biens intermédiaires et de biens de consommation.** Le choc d'Ormuz et son impact sur les coûts logistiques (containers notamment), ainsi que les retards qu'il entraîne, pèsent mécaniquement sur les secteurs importateurs et industriels philippins, et devraient accroître le déficit commercial du pays.

Importations : répartition par type de produits



Sources : EIU, Crédit Agricole S.A./ECO

Exportations : répartition par type de produits



Sources : EIU, Crédit Agricole S.A./ECO

Autre élément explicatif de la dépendance du pays aux importations : son incapacité à assurer sa sécurité alimentaire. La faible productivité agricole, conjuguée à la fragmentation du territoire en milliers d'îles rend particulièrement difficile l'approvisionnement alimentaire des 110 millions d'habitants.

Les Philippines se trouvent doublement affectées par le contexte extérieur. D'une part, **la production intérieure est fragilisée par la forte dépendance des Philippines aux engrais importés**, principalement de Chine et des pays du Golfe. La Chine fournit à elle seule 37 % de ces importations. Or, cette dernière a annoncé de fortes restrictions sur les exportations de ce produit afin d'éviter les pénuries sur son marché domestique, laissant les producteurs philippins démunis face au manque de fournisseurs alternatifs et à la hausse des prix, alors même que la deuxième saison de plantation du riz (octobre-novembre) approche.

D'autre part, **les Philippines doivent sécuriser les approvisionnements nécessaires pour combler l'insuffisance de la production locale.** Alors que les Philippines se tournent généralement vers la Thaïlande et le Vietnam (pour le riz notamment), ces pays, également frappés par la hausse du prix

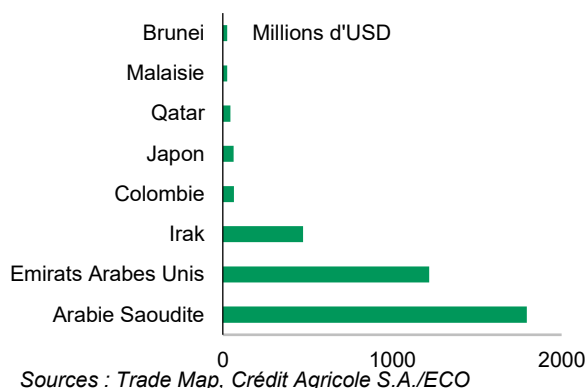
des engrais, risquent eux aussi de mettre en place des restrictions en cas de baisse de leur production. Toute la zone est également menacée par le phénomène météorologique El Niño, qui pourrait accroître les tensions sur le secteur agricole.

Enfin, la hausse des prix énergétiques et les difficultés d'approvisionnement rencontrées pèsent **sur le secteur des services, moteur traditionnel de l'économie philippine, en particulier sur le tourisme.** Le secteur des transports (aérien domestique, bateau, autobus), au cœur du tourisme insulaire, a été frappé de plein fouet par la hausse du carburant.

Une trop faible diversification des importations énergétiques

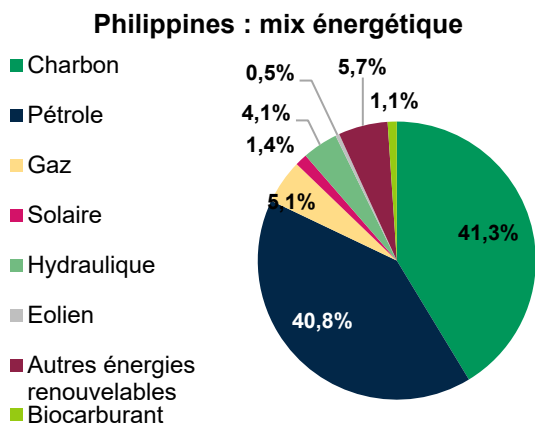
Dans ce contexte trouble, la recherche de nouveaux fournisseurs est un enjeu majeur pour le secteur énergétique : les importations énergétiques philippines sont trop faiblement diversifiées, exacerbant l'impact d'un choc comme celui du blocage du détroit d'Ormuz. **Près de 40% du pétrole brut et 20% du gaz viennent directement du Golfe (Arabie saoudite, Irak, Qatar et Émirats arabes unis).**

Philippines : fournisseurs de pétrole brut



Sources : Trade Map, Crédit Agricole S.A./ECO

Encore très carbonées – le charbon et le pétrole représentent 80% du mix énergétique – les Philippines figurent pourtant parmi les pays les moins préparés à faire face à une crise énergétique. Contrairement à leurs voisins, qui avaient en grande majorité suivi les recommandations de l'Agence internationale de l'énergie (stocks équivalents à 90 jours d'importations énergétiques), **les Philippines ne disposaient d'aucune réserve stratégique.** À cette absence de réserves s'ajoute encore une fois la géographie particulière du pays, dont **les milliers d'îles compliquent les approvisionnements.**



Sources : Our World in Data, Crédit Agricole S.A./ECO

Ce manque d'anticipation a conduit les autorités philippines – les seules dans la région à avoir adopté une telle mesure – à déclarer un « état d'urgence énergétique ». Le gouvernement a ensuite annoncé plusieurs dispositions pour le mettre en œuvre : semaine de quatre jours pour les fonctionnaires et limitation des déplacements non essentiels, gratuité des transports en commun dans certaines villes pour les étudiants et les travailleurs, réduction de la consommation de carburant pour les organismes publics.

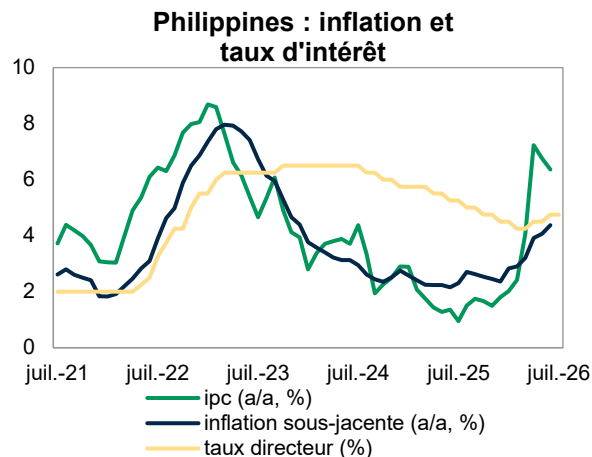
Un pays déséquilibré par la crise

L'inflation : conséquence numéro 1 du blocus

En raison d'une situation budgétaire plus délicate que celle de nombreux voisins (le déficit budgétaire atteignait 5,6% du PIB en 2025), le pays a dû se concentrer sur la sécurisation de l'approvisionnement en pétrole et n'a donc pas subventionné les prix du carburant à l'échelle nationale. En contrepartie, le gouvernement a mis en place un fonds d'urgence de 333 millions de dollars dédié à l'achat de pétrole brut et a limité les programmes de subventions aux chauffeurs, aux pêcheurs, aux agriculteurs, ainsi qu'au secteur des transports publics. Cette maîtrise des dépenses a toutefois entraîné une envolée brutale des prix du carburant, dont les effets se sont répercutés sur l'ensemble de la population.

En juin 2026, l'inflation aux Philippines s'établissait à 6,4% en rythme annuel, contre 6,8% en mai, portant la moyenne sur les six premiers mois de l'année à 4,8%, bien au-dessus du 1,4 % enregistré un an plus tôt. L'inflation alimentaire pour le mois de juin était de 5,2% (5,7% en mai), illustrant l'impact d'Ormuz sur le secteur agricole. À titre de comparaison, l'inflation alimentaire en juin 2025 n'était que de 0,1%. Les prix du riz, véritable clé de voûte de la sécurité alimentaire du pays, ont ainsi bondi de 15% en juin sur un an, après 15,6% en mai.

L'inflation sous-jacente, qui exclut les produits énergétiques et alimentaires, atteignait quant à elle 4,4% en juin et 4,6% en mai, contre 2,2% à la même période, soulignant une transmission réelle et rapide des effets du blocage d'Ormuz au coût de la vie.

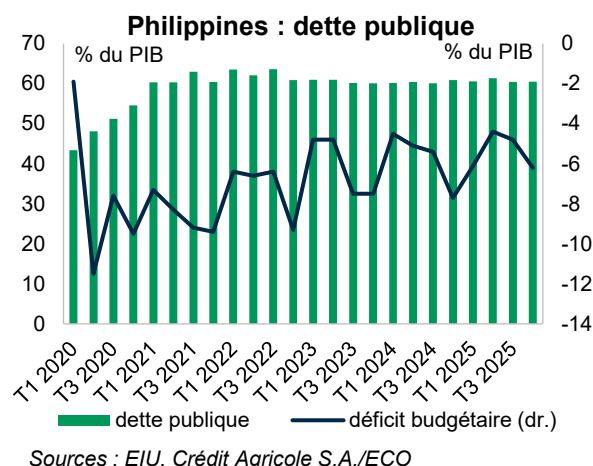
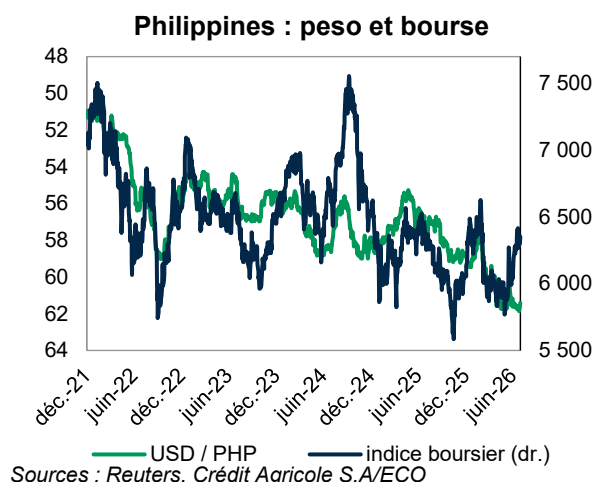


Sources : NSO, Crédit Agricole S.A./ECO

Face à cette accélération de l'inflation, la banque centrale a interrompu le cycle d'assouplissement monétaire engagé à la mi-2024 et relevé son taux directeur de 25 points de base en avril, puis de nouveau en mai, une première depuis octobre 2023. Le taux directeur s'établit aujourd'hui à 4,75%, mais d'autres hausses de taux pourraient avoir lieu d'ici la fin de l'année. Cette politique n'est sans doute pas très efficace pour lutter contre une inflation importée, mais a surtout pour but de limiter la dépréciation du peso face au dollar, qui s'est accélérée depuis le début du conflit.

Outre la politique monétaire conduite par la banque centrale, le peso demeure encore soutenu par les transferts de fonds des travailleurs philippins à l'étranger. Un quart d'entre eux travaille dans les pays du Golfe, ce qui fait craindre que le conflit ne menace leurs emplois (nombre d'entre eux sont par exemple employés dans l'industrie touristique). Leurs transferts représentent en temps normal l'équivalent de 10% du PIB. Une baisse significative n'a pas encore été constatée, mais ces flux restent à surveiller en raison de leur importance pour la stabilité du change, la limitation du déficit du compte courant et le soutien à la consommation domestique.

Depuis le début du conflit, le peso a malgré tout chuté de près de 6,5% par rapport au dollar, avec un impact immédiat sur le compte courant. Ce dernier a enregistré un déficit de 2,7 milliards de dollars en mars 2026, juste après le début du conflit. Il s'agit du déficit courant le plus important pour un seul mois depuis mai 2022.



Les perspectives de croissance s'assombrissent

La prolongation du conflit est un véritable choc pour les objectifs de croissance du gouvernement. Le plan de croissance à moyen terme anticipait une croissance comprise entre 6 et 7% sur la période 2026-2028. Malgré le ralentissement observé en 2025 (croissance de 4,4%), cette cible ambitieuse semblait encore atteignable et devait permettre de renouer avec une croissance durable après la crise du Covid-19, de laquelle l'économie philippine était sortie considérablement affaiblie. **En octobre 2025, le FMI prévoyait encore une croissance de 5,7% pour l'année 2026, une prévision révisée à 3,9% dans le *World Economic Outlook* de juillet 2026.**

Ces prévisions s'expliquent notamment par l'impact du choc sur les piliers traditionnels de la croissance : diminution de la consommation privée et de l'investissement public, recul du tourisme... **Un ralentissement de la croissance augmenterait également les risques d'un véritable dérapage budgétaire, pour un pays dont les finances publiques sont déjà sous tension.** Comme une grande partie des pays en voie de développement, le gouvernement philippin ne dispose pas encore d'une base fiscale suffisamment large. Un ralentissement de la croissance réduirait mécaniquement les recettes fiscales de l'État, dans un contexte d'augmentation des dépenses publiques, générant ainsi un véritable effet ciseau. **Ce risque budgétaire a notamment été pointé par les agences de notation : fin avril, l'agence Fitch a dégradé la perspective du pays, de stable à négative.**

Une crise révélatrice des faiblesses structurelles du pays

Le secteur agricole : véritable talon d'Achille

Le secteur agricole est encore aujourd'hui vital pour le pays, malgré un déclin relatif : **il représente seulement 9 % du PIB, mais emploie encore entre 20 et 25 % de la population active**, traduisant une faible productivité structurelle aggravée par des chocs conjoncturels. Ce diagnostic repose sur plusieurs facteurs.

Tout d'abord, le pays n'a jamais terminé sa réforme agraire entamée en 1987, après la fin de la dictature Marcos. **La réforme n'a pas résolu le problème de répartition du foncier. Les terres restent concentrées entre les mains de dynasties familiales, avec des agriculteurs locataires, ce qui a retardé la mécanisation.** Cette situation a un impact direct sur la structure de l'emploi : le salaire agricole journalier moyen n'est que de 5 € et près de 70% des personnes en situation de sous-emploi travaillent dans l'agriculture. Le secteur repose également sur une population vieillissante : alors que l'âge médian du pays est de 25 ans, l'âge moyen des agriculteurs est de 57 ans.

Les terres arables sont rares (seulement 19% du territoire) et sont inégalement réparties (43% à Mindanao, la principale île du sud de l'archipel). **Les cultures sont trop faiblement diversifiées et l'agriculture reste concentrée sur le riz, une culture à très faible valeur ajoutée, très consommatrice d'eau et de terre.** Malgré cette forte polarisation, la production domestique demeure insuffisante, et le pays est dépendant des importations de riz en provenance de Thaïlande et du Vietnam pour assurer sa sécurité alimentaire.

Les Philippines sont donc particulièrement vulnérables à l'inflation alimentaire (l'alimentation représente 45% du panier de l'indice des prix à la consommation) et très dépendantes de l'évolution des cours internationaux des produits agricoles,

mais aussi des mesures de restriction aux exportations prises par leurs voisins lors des périodes de crise.

À cela s'ajoute une vulnérabilité climatique de plus en plus exacerbée, **les Philippines étant l'un des pays les plus exposés aux phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes (typhons en particulier)**. Cette année, l'impact du phénomène El Niño est aussi redouté, et pourrait affecter les récoltes et donc les prix alimentaires.

Cette vulnérabilité climatique est aussi une source importante de dépenses publiques : chaque année, le gouvernement consacre près de 0,6% de son PIB à la reconstruction après les catastrophes, au détriment d'investissements plus productifs. Des scandales récents ont également révélé l'ampleur de la corruption et du détournement de fonds publics, qui affectent particulièrement les infrastructures justement censées apporter une réponse aux conséquences du changement climatique (protection contre la montée des eaux en particulier). La fraude, estimée à environ 4% du PIB chaque année, est une double peine pour les finances publiques, qui doivent ensuite prendre en charge les conséquences des catastrophes climatiques.

L'insertion dans un environnement régional très compétitif

La principale faiblesse du pays est malgré tout liée à sa situation dans l'un des environnements les plus compétitifs au monde, dont il subit les conséquences. Le pays fait face à un important retard en termes d'infrastructures, de formation et de compétitivité de la main-d'œuvre qui freine son intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Ne disposant ni de la main-d'œuvre formée vietnamienne, ni de la base industrielle de la Thaïlande, ni du pouvoir d'investissement de la Malaisie, les Philippines peinent donc à faire émerger un avantage comparatif clair par rapport à leurs voisins.

Les investissements étrangers grandissants dans les data centers et les semi-conducteurs affluent vers les pays de la région d'Asie du Sud-Est (Malaisie, Taïwan, Corée du Sud), mais le pays ne s'est pas suffisamment positionné sur le cycle de l'IA pour en récolter les bénéfices. Concernant l'exportation des biens électroniques, qui constitue l'essentiel de son commerce extérieur, les Philippines restent moins compétitives que le reste des pays de la zone. **Le pays dispose pourtant d'un atout : une population particulièrement jeune (âge médian autour de 25 ans), mais celle-ci demeure insuffisamment formée.** La vulnérabilité climatique du pays est également un frein à l'implantation de chaînes de production sur le territoire philippin.

Trouver sa voie dans un environnement géopolitiquement contesté

Un penchant pour les dynasties familiales avec des conséquences sur la politique nationale

La vie politique philippine s'organise autour de grandes familles dynastiques qui se partagent géographiquement le pays, créant des clivages électoraux parfois plus claniques qu'idéologiques. L'alternance des dernières décennies incarne cette mainmise sur la vie politique. Parmi ces familles, figurent notamment les Marcos (Marcos senior, ancien dictateur de 1965 à 1986, Marcos Jr, actuel président) implantés au nord du pays, les Duterte (Rodrigo Duterte, président de 2016 à 2022, Sara Duterte, actuelle vice-présidente) implantés au sud sur l'île de Mindanao, les Aquino (Corazon Aquino, présidente de 1986 à 1992, Benigno Aquino, sénateur et opposant à Marcos senior).

Cette configuration entraîne une conflictualité accrue dans la vie politique nationale et une instabilité chronique qui affectent régulièrement la crédibilité du pays. Dernier exemple en date : la procédure en cours de destitution de l'actuelle vice-présidente Sara Duterte, notamment en raison de menaces de mort proférées à l'encontre du président Marcos. L'alliance des deux familles pour les présidentielles de 2022, alors considérée comme étonnante, n'a pas fait long feu, du fait des relations extrêmement tendues entre l'ancien président Rodrigo Duterte et l'actuel président Marcos Jr.

Rodrigo Duterte est actuellement accusé de crimes contre l'humanité commis entre 2011 et 2019, période la plus intense de la « guerre contre la drogue », au cours de laquelle il aurait organisé un système d'assassinats extrajudiciaires en tant que maire de Davao, puis président des Philippines. Sous sa présidence, les Philippines se sont retirées de la Cour pénale internationale (CPI) et ont refusé toute coopération avec la Cour, une position que l'actuel président Marcos semblait prêt à maintenir lorsque la relation avec les Duterte semblait encore cordiale, au début de sa présidence. Depuis les démêlés avec la vice-présidente Sara Duterte, la ligne dure de non-coopération avec la CPI du président semble avoir évolué, celui-ci ayant notamment déclaré que la police locale serait prête à coopérer avec Interpol en cas de mandat d'arrêt.

Rodrigo Duterte a finalement été arrêté à Manille en 2025 et attend actuellement son jugement qui aura lieu en novembre. Beaucoup d'observateurs ont interprété ce changement de posture du président Marcos comme une manœuvre purement tactique visant à décrédibiliser les Duterte avant les élections présidentielles de 2027.

La procédure de destitution de Sara Duterte ne s'appuie pas uniquement sur les accusations de menaces de mort, mais également sur des accusations de corruption et de gestion abusive de fonds publics au cours de sa période au ministère de l'Éducation.

Cette affaire fait ressortir un autre problème structurel au sein de l'État philippin : **une propension généralisée à la corruption et au détournement de fonds, renforcée par la nécessité pour les personnalités politiques de sécuriser leurs soutiens dans les structures locales.** Les racines de ce système, proche d'une féodalité électorale, remontent à la colonisation espagnole et au système d'exploitation des terres, alors mis en place sous l'administration coloniale. Les systèmes de détournement de fonds et les situations de corruption ont encore aujourd'hui un impact direct sur les finances publiques et représentent des pertes énormes pour les caisses de l'État, environ 20% des recettes budgétaires totales, selon la banque asiatique de développement.

Une posture géopolitique instable

La polarisation de la vie politique philippine a aussi un impact sur la posture du pays à l'international. **Historiquement, les Philippines sont l'un des alliés les plus fidèles des États-Unis dans la zone,** héritage de la colonisation américaine en

place de 1898 à 1946. Les deux pays ont d'ailleurs signé un accord de défense mutuelle dès 1951, renforçant la position des Philippines comme un allié-clé dans cette région si proche de la Chine.

Malgré ces antécédents historiques, les Philippines n'ont pas toujours maintenu une posture d'allié irréprochable vis-à-vis des États-Unis. Les années Duterte (2016-2022) ont notamment vu un véritable réchauffement des relations avec la Chine, régulièrement sollicitée pour financer plusieurs projets de financement d'infrastructures dans le cadre des nouvelles routes de la soie. Mais la plupart des investissements promis ne se sont jamais concrétisés, conduisant à une première cassure. **Sous la présidence de Marcos, le pays est revenu à une posture plus proche des États-Unis,** adoptant parfois même une attitude plus hostile vis-à-vis de la Chine, notamment sur le conflit territorial en mer de Chine du Sud. Les accrochages continuent à se multiplier entre garde-côtes philippins et marine chinoise.

L'urgence de dégager une posture claire, cohérente et régulière se fait de plus en plus pressante, l'attitude du gouvernement ne pouvant pas changer de façon drastique à chaque élection présidentielle. Les Philippines doivent réussir à trouver leur voie entre protection militaire américaine, préservation de sa souveraineté et relations cordiales avec leur voisin chinois.

✓ **Notre opinion** – *Au-delà des chocs climatiques récurrents comme El Niño, qui fragilisent une économie largement dépendante de l'agriculture et du tourisme, le pays peine à construire les institutions robustes nécessaires à une croissance inclusive et durable. Les crises politiques répétées et la persistance d'un système politique dynastique constituent des obstacles majeurs à la mise en œuvre de réformes structurelles. Tant que la construction d'institutions inclusives et efficaces est ralentie par les jeux de pouvoir partisans, les perspectives de développement économique du pays resteront durablement bridées.*

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :



Monde – Scénario macro-économique 2026-2027 – Juin 2026

[Un scénario de nouveau hautement conditionnel](#)

Date	Titre	Thème
14/08/2026	Royaume-Uni – Décentraliser pour croître ? Le pari du nouveau Premier ministre	Royaume-Uni
13/08/2026	Revolut, l'envers de l'écran	Fintech
03/08/2026	ROYAUME-UNI – Bank of England : pas d'urgence	Bank of England
31/07/2026	Stablecoin, le coût du rail ne dit rien du prix du voyage	Fintech
24/07/2026	Maroc – Les atouts du pilotage économique et de la stabilité dans un monde incertain	Maroc
22/07/2026	France – Immobilier résidentiel : la construction de logements neufs est-elle à la hauteur des besoins d'ici 2040 ?	France, immobilier
21/07/2026	Revolut, un AIR de mystère	Fintech
17/07/2026	Allemagne – Des signaux encourageants pour l'industrie	Allemagne
16/07/2026	Zone euro – Scénario 2026-2027 : normalisation plutôt que rebond	Zone euro
10/07/2026	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
09/07/2026	Fintech Outlook S1 2026 - Hisser la grand voile	Fintech
08/07/2026	Allemagne – Le chômage se stabilise dans un marché du travail dégradé	Allemagne
07/07/2026	Italie – Scénario 2026-2027 : éviter le pire, en attendant mieux	Italie
03/07/2026	Monde – L'actualité de la semaine	Monde

Études Économiques Groupe – Crédit Agricole S.A.

12, place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la publication : Isabelle JOB-BAZILLE

Rédacteurs en chef : Paola MONPERRUS-VERONI, Tania SOLLOGOUB, Armelle SARDA

Zone euro : Ticiano BRUNELLO, Marianne PICARD, Paola MONPERRUS-VERONI (coordination zone euro), Sofia TOZY, Philippe VILAS-BOAS, Grégoire GLORIEUX

États-Unis, Royaume-Uni, Irlande, pays scandinaves : Slavena NAZAROVA

Europe centrale et orientale, Asie centrale, géoéconomie :

Tania SOLLOGOUB (coordination pays émergents), Nathan QUENTRIC

Asie : Sophie WIEVIORKA

Amérique latine : Catherine LBOUGRE (coordination scénario)

Afrique du Nord, Moyen-Orient, Afrique sub-saharienne : Laure DE NERVO, Jorge APARICIO LOPEZ

Documentation : Elisabeth SERREAU

Statistiques : Datalab ECO

Réalisation et Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

Application Etudes ECO disponible sur l'[App store](#) & sur [Google Play](#)

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.